



Conseil économique et social

Distr. générale
20 octobre 2015
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Alliance internationale des femmes	3
2. Association internationale contre la torture	4
3. Association internationale des charités	5
4. Association internationale de science administrative	7
5. Association internationale des juristes juifs	8
6. Association internationale du droit des eaux	9
7. Association internationale pour la défense de la liberté religieuse	11
8. International Alert	12
9. International Art and Technology Cooperation Organization	13
10. Inter-Press Service International Association	14
11. Institut d'études et de recherches sur la condition de la femme	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Institute for International Urban Development	17
13. Institute of Noahide Code	19
14. Instituto Para la Participación y el Desarrollo — INPADE	20
15. Réseau international d'action contre les armes légères	21

1. Alliance internationale des femmes

Statut consultatif général : 1947

Introduction

L'Alliance internationale des femmes (AIF) est une organisation internationale œuvrant pour la promotion des droits fondamentaux des femmes, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Objectifs et mission

Le principe de base de l'AIF est que toutes les femmes et les filles devraient pouvoir jouir pleinement des droits fondamentaux, dans des conditions d'égalité. L'AIF se consacre notamment à l'autonomisation des femmes, aux problèmes de développement et à l'égalité entre les sexes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

À partir de 2011, l'AIF a mené une campagne appelant à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, en organisant entre autres, pendant la Commission de la condition de la femme, un événement parallèle intitulé « La violence sexiste utilisée comme arme politique — application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité » à New York en mars 2014. Pendant la période considérée, l'Alliance a organisé des panels, des ateliers et des tables rondes portant sur l'éducation à l'égalité entre les sexes, la violence à l'égard des femmes, les femmes et le pouvoir politique, les socles de protection sociale et l'enregistrement des naissances.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Alliance a assisté, fait campagne pour, parrainé et coparrainé des événements parallèles, et a publié des déclarations ou des déclarations communes lors de chaque session de la Commission de la condition de la femme. Il y a lieu de citer : « Les obstacles physiques à l'éducation des filles » (mars 2011), « La violence à l'égard des femmes, une infraction aux droits de l'homme » (mars 2013) et « Les effets de la crise économique sur la violence à l'égard des femmes » (mars 2013). L'Alliance a organisé les événements parallèles suivants « Les obstacles physiques à l'éducation des filles » (2011), « Approches innovantes au développement économique des femmes rurales » (2012) et « La violence fondée sur le genre utilisée comme arme politique » (2014).

L'AIF était présente à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme pendant la période considérée, et est intervenue pour faire pression. L'AIF a assisté au Comité sur les partenaires non gouvernementaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en février 2012, en avril 2013 et en septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2012, l'Alliance a contribué au projet de douzième programme général de travail (GPW 12) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et formulé des commentaires à ce sujet. Dans le cadre de son plan de coopération avec l'Organisation mondiale de la santé, l'AIF a établi des liens et milité pour la reconnaissance des droits des femmes en matière de santé sexuelle et procréative, dans tous les processus de négociation internationale pertinents, notamment le processus Rio+20.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Alliance a insisté sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) tout au long du processus de la Commission de la condition de la femme depuis les premiers temps de leur mise en œuvre. Pendant la Commission de la condition de la femme de 2014, l'AIF a organisé une manifestation parallèle intitulée : « Women's human rights, gender equality and the Millennium Development Goals ».

2. Association internationale contre la torture

Statut consultatif spécial : 1987

Introduction

L'Association internationale contre la torture est axée sur les effets de la torture sur les peuples du monde entier et sur les mesures devant être prises pour en atténuer l'incidence.

Objectifs et mission

Les objectifs de l'Association est de : s'opposer à toute torture; sensibiliser le public aux différentes formes de torture, en particulier celles qui touchent les minorités; réparer le préjudice subi par les victimes de la torture; et appuyer le travail d'autres institutions organisées à des fins identiques ou similaires.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a organisé le lancement de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine des Nations Unies, célébré à l'African Burial Ground National Monument à New York le 2 janvier 2011. Pendant cet événement, l'organisation a diffusé une présentation conjointe « L'importance de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine ». Elle a également projeté un documentaire intitulé « Durban 400 » sur la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue en 2001.

L'Association a mis en place un tribunal international des peuples sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis en Haïti, aux États-Unis,

en Côte d'Ivoire et en Libye à la faculté de droit de l'université Columbia à New York, le 14 janvier 2012. L'organisation a communiqué les conclusions du Tribunal à la Cour pénale internationale à La Haye le 18 juin 2012.

L'Association a réalisé une présentation lors de la première Conférence régionale sur les réparations, tenue par la Communauté et le Marché commun des Caraïbes à Saint-Vincent-et-les-Grenadines du 15 au 17 septembre 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'Association a prononcé une intervention orale au titre du point 9 de l'ordre du jour intitulé « Racisme et discrimination raciale » lors du Conseil des droits de l'homme, à Genève le 22 mars 2011.
- L'Association a participé aux dixième et onzième sessions du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, tenues à Genève du 28 mars au 1er avril 2011 et du 30 avril au 4 mai 2012. L'organisation a contribué aux documents finaux, notamment sur les questions relatives aux thèmes de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et du Programme d'action pour la Décennie.
- L'Association a réalisé une présentation pendant la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, tenue à New York le 22 septembre 2011.
- L'Association a émis une déclaration commune lors du débat de clôture de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine, à New York le 6 décembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association a participé à des consultations informelles que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a organisées au sujet de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine à New York le 14 juillet 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a contribué à l'ODD n° 6 dans les Caraïbes et les États-Unis d'Amérique. Elle a également aidé Haïti à lutter contre l'épidémie de choléra et a mené des programmes et distribué des publications aux États-Unis sur les inégalités auxquelles sont confrontées les minorités en matière de soins de santé.

3. Association internationale des charités

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Association internationale des charités est un réseau d'associations dont le but est de combattre la pauvreté et de donner aux femmes un rôle reconnu dans l'Église et la société.

Objectifs

L'Association a pour vision de :

- S'engager prioritairement avec les femmes dans le monde entier;
- Renforcer la participation des pauvres;
- Encourager les collaborations et les réseaux; et
- S'impliquer dans les programmes de politiques publiques, tout en restant conscient de la responsabilité de tous les acteurs.

Changements à signaler

L'Association s'est implantée dans trois nouveaux pays : l'Éthiopie, l'Égypte et l'Irlande.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association répond aux différents questionnaires qui lui sont soumis par le Département de l'information et au questionnaire sur la stratégie à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. L'Association participe à la Journée internationale de la femme le 8 mars, à la Journée internationale des familles le 20 mai et à la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté le 17 octobre.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies'

L'Association a agi en tant que modérateur à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, intitulée : « 2015 et au-delà : Notre programme d'action », tenue à New York du 27 au 29 août 2014.

L'Association participe chaque année à la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association participe aux Conférences générales de l'UNESCO et contribue activement aux travaux du comité de liaison ONG-UNESCO. En 2011 et 2012, l'Association était représentée dans les programmatiques mixtes sur l'éducation, l'extrême pauvreté et le dialogue entre les cultures. En 2013 et 2014, l'Association a participé à l'organisation de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté à travers un témoignage de terrain.

L'Association a participé aux travaux du Conseil des droits de l'homme à Genève, par la signature conjointe de déclarations écrites : « Vers la préservation de l'universalité des droits de l'homme » en février 2012 et « Pour la protection de la famille et de ses membres » en septembre 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association mène quelque 14 000 projets sur le terrain, qui vont tous dans le sens des OMD. Certains exemples sont indiqués ci-dessous :

- Des formations professionnelles aboutissent à la création d'activités génératrices de revenus, contribuant ainsi à l'autonomisation des femmes. À Madagascar, 2500 enfants et adultes ont bénéficié du projet « Tsiry » d'alphabétisation et de formation des adultes et des enfants.
- L'amélioration de la santé maternelle se fait grâce à l'ouverture de dispensaires et de maisons de convalescence, à la création de mutuelles de santé ou à la proposition de médicaments à prix social.
- À travers ses jumelages (comme Allemagne-Ukraine et États-Unis-Madagascar), l'Association travaille aussi vers la réalisation de l'ODD n° 8.

4. Association internationale de science administrative

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association internationale de science administrative s'emploie à promouvoir les services gouvernementaux au moyen des secteurs public et privé. L'association se concentre en particulier sur les soins de santé, les personnes handicapées, la diversité culturelle, les droits de l'homme et les OMD.

Objectifs et mission

- Unir de vastes forces internationales dans tous les secteurs administratifs (politique, religieux, social et privé) afin de façonner une vie paisible, heureuse, durable et prospère pour l'humanité;
- Préserver et défendre la paix mondiale, la culture nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale, la sécurité économique mondiale, l'écologie, les droits de l'homme, la justice universelle, la transparence et la libre circulation de l'information sans déformation et sans entrave;
- Mobiliser un soutien populaire pour les principes de l'ONU et ses organismes apparentés ainsi que pour les OMD et le Pacte mondial.

Changements à signaler

En 2011, l'Association a créé un bureau satellite à Cambridge, Massachusetts (États-Unis), afin d'appuyer l'enseignement supérieur pour les personnes handicapées.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a organisé des conférences et des réunions sur le désarmement, la paix, le développement, les droits de l'homme et l'écologie, le règlement des conflits et l'atténuation de la pauvreté. Elle a coopéré étroitement avec les administrations locales et les gouvernements, le secteur privé et les ONG nationales et internationales.

Ses projets les plus significatifs sont :

- Le projet World Brand Cultural Heritage visant à protéger la diversité culturelle et à garantir la suppression durable de la pauvreté en

commercialisant des marques de biens et de services originaires de régions en développement;

- Le lancement en Mongolie intérieure du projet de protection et de conservation de l'environnement; et
- L'éducation des femmes et l'amélioration de leur situation professionnelle en proposant des stages à de jeunes femmes (infirmières) des régions en développement et en leur permettant de travailler dans des régions plus développées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Commission de la condition de la femme, New York, du 10 au 21 mars 2014;
- Commission du développement social, New York, du 11 au 21 février 2014;
- sixième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, New York, du 17 au 19 juillet 2013;
- Commission de la population et du développement, New York, du 23 au 27 avril 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a discuté d'une éventuelle université pour les personnes handicapées avec le Centre du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le projet World Brand Cultural Heritage a abouti au « Summit Forum on Chinese Dream – Protecting World Brand Cultural Heritage », qui s'est tenu en Chine le 29 novembre 2013.

5. Association internationale des juristes juifs

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

L'Association internationale des juristes juifs (AIJJ) s'efforce de faire progresser les droits de l'homme partout dans le monde. Elle se compose d'avocats, de juges, de fonctionnaires judiciaires et de juristes universitaires de plus de 50 pays, actifs tant au niveau local qu'au niveau international.

Objectifs et mission

Les activités de l'association visent notamment la prévention des crimes de guerre, le châtement des criminels de guerre, l'interdiction des armes de destruction massive et la coopération internationale, sur la base de l'État de droit et l'application équitable des conventions et des pactes internationaux. L'association s'engage en particulier à lutter contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, entre autres.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- En février 2011, l'AIJJ a collaboré avec le Comité Davis, nommée par le Conseil des droits de l'homme, en organisant lors du conflit de Gaza une conférence vidéo entre le Comité Davis et des Israéliens victimes d'attaques à la roquette du Hamas afin que ces derniers témoignent devant le Comité.
- En novembre 2012, elle fournit un document et des renseignements à la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, concernant : l'application de la loi israélienne en Cisjordanie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'AIJJ participe à plusieurs sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, et présente des exposés.
- L'association a participé au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme du Conseil des droits de l'homme à Genève, en octobre 2012 et en décembre 2013.
- En mai 2014, l'association a organisé un événement parallèle au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, intitulé : « UNRWA – Providing Humanitarian Relief or Prolonging the Palestinian Refugee Problem? ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

6. Association internationale du droit des eaux**Statut consultatif spécial : 1971****Introduction**

L'Association internationale du droit des eaux (AIDA) est une ONG majeure qui se penche sur les aspects juridiques de la gouvernance des eaux dans le monde.

Objectifs et mission

L'association vise à encourager l'évolution, la connaissance, la compréhension et l'application du droit national et international relatif à l'eau et à favoriser le développement des législations nationales des eaux et des aspects juridiques liés aux

institutions et administrations chargées de la gestion des ressources en eau, ainsi que les aspects connexes du droit international de l'eau.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association est le partenaire officiel des Nations Unies sur les questions afférentes aux aspects juridiques et administratifs de la gouvernance et la gestion des eaux. Elle est membre d'ONU-Eau.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les réunions auxquelles AIDA a participé figurent :

- Le 6e Forum mondial de l'eau qui a eu lieu à Marseille, en France, du 12 au 17 mars 2012 (en coopération avec les Nations Unies);
- « Water for Food Security: What Role for Water Law? » : un événement parallèle à la Semaine mondiale de l'eau, organisé conjointement par l'Association internationale du droit des eaux et le Fonds international de développement agricole à Stockholm, en Suède, du 26 au 31 août 2012 (en coopération avec les Nations Unies);
- Célébration internationale de la Journée mondiale de l'eau à la Haye, aux Pays-Bas, le 22 mars 2013;
- La 38e session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture tenue à Rome, en Italie, du 15 au 22 juin 2013; et
- L'évènement parallèle à la Semaine mondiale de l'eau, organisé conjointement par l'Association internationale du droit des eaux et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Stockholm, en Suède, du 2 au 6 septembre 2013 et intitulé « Bridging the land/water divide – The role of water law ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

AIDA mène des activités régulières de consultation et de coopération avec ONU-Eau.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités de l'association appuient plusieurs OMD vu que la réglementation et l'administration saines des ressources en eau contribuent grandement à l'élimination de la pauvreté, à l'amélioration de la santé maternelle, à la lutte contre les maladies liées à l'eau, à la réduction de la mortalité juvénile et à la durabilité de l'environnement.

7. Association internationale pour la défense de la liberté religieuse

Statut consultatif spécial : 1987

Introduction

L'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse (AIDLR) a été fondée en 1946.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à : mettre en valeur l'importance de la liberté en matière religieuse; aider les hommes à coopérer pour affermir la justice et la paix; défendre et promouvoir le droit de toute personne, où qu'elle soit, à la liberté de pensée, de conscience et de religion; et soutenir les actions contre l'intolérance, la discrimination, le fanatisme et le sectarisme et contre toute manifestation de violence ou de terrorisme au nom de la religion.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- La publication d'une revue annuelle intitulée « Conscience et liberté » (C&L) en anglais, en français et en allemand. Cette publication est envoyée à de nombreuses institutions gouvernementales, politiques et ecclésiastiques afin de promouvoir les droits de l'homme et la liberté religieuse. La publication de 2012 intitulée « Human Rights and Universality: A necessary and Continuous Relationship » a invité à renforcer le pouvoir des Nations Unies.
- L'AIDLR a organisé la Conférence internationale sur la liberté religieuse et les minorités religieuses à l'Université Complutense de Madrid, en Espagne, du 17 au 18 janvier 2014.
- L'AIDLR a organisé un événement sur la liberté religieuse, coparrainé par les Missions permanentes de l'Uruguay, de l'Espagne, du Canada, de la Norvège et par le Conseil de l'Europe au Conseil des droits de l'homme, à Genève, le 10 juin 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux sessions du Conseil des droits de l'homme et aux Examens périodiques universels à Genève et à l'Assemblée générale à New York. L'organisation a présenté des exposés écrits pendant la 25e, la 27e et la 28e session du Conseil des droits de l'homme et a prononcé un exposé oral pendant le Conseil des droits de l'homme tenu à Genève le 11 mars 2014.

L'AIDLR participe également aux activités du Comité d'ONG sur les droits de l'homme et au comité pour la liberté de religion et de croyance à Genève.

L'AIDLR a prononcé un discours intitulé « Peace starts with each one of us » lors du Forum de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de la paix, tenu à New York le 9 septembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AIDLR soutient et participe aux activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Conseil des droits de l'homme, des Examens périodiques universels, des Rapporteurs spéciaux des Nations Unies et du Département de l'information/ONG.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Lors de ses manifestations, l'organisation a signalé que les éléments suivants sont essentiels pour avancer : l'éducation aux droits de l'homme, un dialogue interreligieux et interculturel et une nouvelle approche comprenant cinq catégories (diplomatique, politique, religieux, éducationnelle et celle de la société civile), des représentants et une coordination au niveau international.

8. International Alert

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

International Alert est une organisation pour la consolidation de la paix ayant actuellement des activités dans plus de 25 pays.

Objectifs et mission

International Alert :

- Aide les peuples à trouver des solutions pacifiques aux conflits, en leur fournissant des formations, des conseils, des possibilités de dialogue et d'autres formes de soutien;
- Conseille les entreprises, les gouvernements et les organisations internationales sur la façon dont leurs politiques et leurs opérations peuvent mieux soutenir la paix; et
- Contribue à améliorer le secteur de consolidation de la paix à travers la formation, la diffusion du savoir et les conseils.

Changements à signaler

En 2011, International Alert a créé un département des programmes émergents afin d'orienter les jeunes pousses des secteurs géographiques et thématiques et l'innovation en Afrique et dans le sud et le sud-est asiatiques.

Des bureaux locaux ont également été ouverts au Liban, en Tunisie et à Myanmar, et l'organisation a étendu ses activités pour inclure le Nigéria, le Mali, le Kenya/la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, la Libye, la Syrie, la Grèce, les Pays-Bas, l'Italie, le Pérou et l'Afrique du Sud.

Contribution à des activités des Nations Unies

- International Alert siège comme membre du Comité directeur de Business for Peace dans le cadre de l'initiative relative au Pacte mondial.

- En septembre 2013, l'organisation a examiné l'étude du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE/BACP/PNUD) intitulée « Women and Natural Resources – Unlocking the Peacebuilding Potential » et a formulé des commentaires.
- Elle a organisé en octobre 2014 la formation parrainée par ONU-Femmes de jeunes femmes du Caucase du Sud, à Istanbul, en Turquie, ainsi qu'une formation sur « La problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix » et la publication d'une documentation de référence pour environ 45 membres du personnel d'ONU-Femmes, du BACP et du PNUD à New York en juin 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

International Alert a participé depuis décembre 2013 au groupe de contact régional coordonné par ONU-Femmes en Afrique de l'Est sur la problématique hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

International Alert et le PNUE ont conjointement organisé un atelier sur la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix à Genève, en juin 2014. L'organisation a effectué des entrevues et présenté ses recherches sur la problématique hommes-femmes au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) à Kampala, Ouganda, en janvier 2013, au Bureau des Nations Unies au Burundi à Bujumbura en mai 2013, et à ONU-Femmes à Monrovia, Libéria, en juin 2014. Par ailleurs, le personnel du Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD a participé à des ateliers organisés par International Alert sur la question de la problématique hommes-femmes dans les travaux de consolidation de la paix, à Genève et Helsinki en juin et décembre 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué au processus de consultation des Objectifs de développement durable de nombreuses manières, notamment en co-facilitant des consultations régionales en Afrique de l'Ouest et en participant à des consultations à Londres, à Bruxelles et à New York.

9. International Art and Technology Cooperation Organization

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'International Art and Technology Cooperation Organization (ArTech) est basée au Japon et se concentre sur quatre projets principaux : « Plasma High-Tech Centre », « Bio High-Tech Centre », « Art Centre », et « Kids Project ».

Objectifs et mission

L'organisation vise à concilier l'art et la technologie et à réduire l'écart qui existe entre pays développés et pays en développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis l'an 2000, ArTech s'emploie à promouvoir et exécuter un programme d'éducation à l'environnement pour les enfants, intitulé « Kids' ISO 14000 programme ». Ce programme s'inscrit dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD). Ce programme a pris une envergure internationale via des organisations apparentées à l'ONU telles que l'Université des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Entre 2003 et 2012, l'organisation a organisé avec l'UNESCO divers séminaires internationaux relatifs au « Kids' ISO 14000 programme ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation n'a pas participé à des réunions organisées par les Nations Unies pendant la période considérée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

10. Inter-Press Service International Association

Statut consultatif général : 1991

Introduction

L'Inter-Press Service International Association (IPS) est un organisme international de communication qui fait la lumière sur le point de vue du Sud et de la Société civile concernant les questions liées au développement, à la mondialisation, aux droits de l'homme et à l'environnement.

Objectifs et mission

Le travail de l'IPS s'articule autour de trois axes principaux :

- Fournir des informations et du contenu : rédiger des articles et des analyses expliquant l'effet des événements et des processus mondiaux sur les individus et les communautés;

- Renforcer les capacités : autonomiser les journalistes, les médias et la société civile pour leur permettre de communiquer efficacement;
- Mener des activités de diffusion et de réseautage : favoriser l'échange d'information entre la société civile, les Institutions internationales, les décideurs politiques, les donateurs et les lecteurs individuels afin d'encourager un dialogue permanent sur la communication et le développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Entre 2011 et 2014, Inter Press Service International Association et Inter Press Service (IPS) sont restés focalisés sur les questions politiques, sociales et économiques inscrites à l'ordre du jour de l'ONU. Dans le cadre de son mandat qui consiste à promouvoir le désarmement nucléaire, l'IPS a décerné en 2014 son prix annuel international pour le désarmement nucléaire à Jayantha Dhanapala, ancien secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires de désarmement.
- IPS publie, du lundi au vendredi, un bulletin électronique intitulé IPS UN Terra Viva largement distribué dans le système des Nations Unies.
- IPS offre une plate-forme éditoriale aux organismes apparentés à l'ONU, ses fonctionnaires et ses ambassadeurs.
- IPS propose un service de presse mondial qui a des mini sites Web portant sur toutes les questions prioritaires des Nations Unies, y compris la lutte contre la pauvreté et la faim, la sécurité alimentaire et les objectifs de développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

IPS assure, entre autres, une couverture des réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme, du Conseil économique et social, de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité de l'information des Nations Unies. Les réunions de haut niveau couvertes par IPS comprennent : La Réunion de haut niveau sur le sida, tenue à New York du 8 au 10 juin 2011; la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) de Rio de Janeiro, juin 2012; et le Sommet sur le climat convoqué par le Secrétaire général qui a eu lieu le 23 septembre 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

IPS a collaboré étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) pour couvrir des questions relatives à la population, y compris les mariages d'enfants, les mutilations génitales féminines et la santé génésique. IPS travaille en collaboration avec ONU-Femmes, se concentrant spécifiquement sur la commémoration de Beijing +20 tout au long de 2015.

Les projets d'IPS de concert avec les organismes apparentés à l'ONU comprennent des cours de formation médiatique avec le FNUAP et la publication de *Tierramerica*, soutenu et financé par le Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD), et se concentrent sur le développement durable en Amérique latine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

IPS a accordé une grande importance à cibler tant les OMD que les objectifs de développement durable. Il a créé un site Web consacré à la pauvreté et aux OMD.

11. Institut d'études et de recherches sur la condition de la femme

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Institut d'études et de recherches sur la condition de la femme (IWSR) a été créé afin d'améliorer la condition des femmes dans la République islamique d'Iran et la région avoisinante par la recherche et l'éducation.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à cerner les difficultés que les femmes rencontrent dans l'Islam et à les résoudre par des méthodes scientifiques; à améliorer les connaissances scientifiques et techniques des chercheurs dans le pays; et à aborder les questions relatives aux femmes dans les instances nationales, régionales et internationales.

Changements à signaler

Ces quatre dernières années, IWSR collabore avec les pays de langue farsi. En tant que secrétaire de la Coopération des ONG de langue farsi (République islamique d'Iran, Tadjikistan et Afghanistan), l'Institut a aidé plus de 100 ONG de ces pays à partager leurs expériences et à mener des projets en commun.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a organisé la Journée internationale de la famille en 2012, la Journée internationale des droits de l'homme en 2013, et la Journée internationale des femmes en 2014. Il a également organisé des séminaires régionaux au Tadjikistan et à Téhéran sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et l'autonomisation des femmes en 2011, 2012 et 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IWSR a participé aux réunions suivantes :

- Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à Genève, du 27 février au 23 mars 2012;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro au Brésil en juin 2012;
- Forum sur la gouvernance d'Internet, Turquie, Istanbul, du 2 au 5 septembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Institut a organisé une réunion avec les représentants des organismes apparentés à l'ONU dans la République islamique d'Iran pour discuter des questions relatives aux femmes dans le monde islamique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IWSR a contribué à concrétiser l'ODD n° 3 en organisant des cours de formation et des séances techniques avec des responsables gouvernementaux, des universitaires et le grand public. Les sujets abordés portaient entre autres sur les droits des femmes dans la République islamique d'Iran; la participation des femmes à la vie politique; les femmes et la création d'emplois; et l'éducation des femmes.

12. Institute for International Urban Development

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Institute for International Urban development (I2UD) fournit aux décideurs politiques des recherches, des services consultatifs et une aide technique ainsi que des programmes de renforcement des capacités dans le domaine du développement urbain.

Objectifs et mission

Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

- Promouvoir un développement urbain et régional durable grâce au transfert d'expériences innovantes menées dans le monde entier;
- Mener des travaux de recherche appliquée visant à identifier les pratiques exemplaires pour la gestion de la croissance urbaine et régionale;
- Offrir des programmes de renforcement des capacités pour améliorer les compétences de planification et de gestion des représentants gouvernementaux des pays en développement et des économies émergentes; et
- Aider les établissements scolaires à développer leur recherche et leur activité pédagogique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- En matière d'urbanisme, l'organisation a évalué le programme de construction d'habitations pour le Kurdistan iraquien en octobre 2014; elle a élaboré des plans de croissance municipale à Belize, de 2012 à 2013; elle a évalué l'impact du changement climatique sur l'utilisation des terres à El Alto, en Bolivie entre 2011 et 2013.

- L'organisation est membre du programme Best Practices and Local Leadership d'ONU-Habitat depuis 2005 et du réseau pour le développement et le patrimoine culturel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) depuis 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Premier Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), tenu à New York en septembre 2014;
- Conseil économique et social, tenu à New York en mai 2014, dans le cadre duquel l'organisation a publié une déclaration publique;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro au Brésil en juin 2012;
- Déclaration de la société civile sur l'élimination de la pauvreté pendant la session de la Commission du développement social tenue à New York en février 2012. L'organisation a formulé des observations.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En octobre 2014, l'organisation a préparé des études de cas et des démonstrations pour le Programme de renforcement de capacités visant des solutions permanentes au problème de logement des rapatriés et des personnes déplacées à Bagdad en Iraq pour ONU-Habitat.
- Elle a évalué la phase 1 du programme d'ONU-Habitat pour la construction d'habitations dans le Kurdistan iraquien, en octobre 2014.
- Elle a participé comme auteur principal à la publication « State of the Arab Cities » d'ONU-Habitat, en 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Belize : fourni aux autorités locales des outils leur permettant de mieux gérer les nouvelles demandes de services et d'infrastructures, de promouvoir le développement économique local, de renforcer les recettes au niveau local et de tenir compte des risques environnementaux.
- Afrique du Sud : élaboré des plans de revitalisation pour accroître les possibilités d'emploi dans quatre cantons de la zone métropolitaine de Johannesburg.
- Colombie et Nicaragua : réalisé une étude sur l'aménagement urbain et les pratiques de gestion connexes au niveau local afin d'équiper les implantations sauvages pour faire face aux changements climatiques.
- Bolivie : examiné l'effet possible de la disponibilité décroissante de l'eau à El Alto sur l'exode rural, son impact sur les inégalités qui existent dans l'accès à l'eau et ses conséquences sur les exigences relatives à la protection des bassins hydrographiques; fourni des recommandations sur l'intégration de modèles hydrologiques dans la planification spatiale et la gestion urbaine.

13. Institute of Noahide Code

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

La mission de l'Institute of Noahide Code (INC) est d'aider à renforcer la paix et l'unité pour toute personne vivant selon les lois noachiques.

Objectifs et mission

L'INC élabore des programmes et des publications qui servent à promouvoir le respect effectif des sept commandements de Noé. Il encourage les recherches indépendantes dont il communique les conclusions aux institutions et aux personnes pertinentes dans le monde entier.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- En partenariat avec la Mission de la Bosnie-Herzégovine et l'International Strategic Alliance Committee (ISAC), INC a organisé une conférence intitulée « L'initiative des Nations Unies et du Levant pour la paix dans le monde – feuille de route d'une culture de paix pour la prévention des conflits et la médiation », tenue à New York en mars 2014.
- Conférence « One People One World » en 2012, 2013 et 2014 à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a pris la parole lors de la réunion de haut niveau de l'initiative du Levant pour la paix dans le monde dans le cadre du Conseil économique et social (ECOSOC) à New York, en mars 2014.

L'institut a également participé à la Commission de la condition de la femme en 2013 et 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

INC a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ECOSOC, ONU-Femmes et le Bureau du Secrétaire général.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'est employée à promouvoir les sept commandements noachiques parmi les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les ONG, le secteur privé et la société civile.

14. Instituto Para la Participación y el Desarrollo — INPADE

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Instituto Para la Participación y el Desarrollo (INPADE) a été créé pour promouvoir et défendre les droits de l'homme proclamés et mis en place par les Nations Unies et par le système interaméricain des droits de l'homme.

Objectifs et mission

Son objectif principal consiste à promouvoir un modèle de mondialisation guidé par les valeurs de la justice et de la solidarité.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant cette période, INPADE a élaboré un programme dynamique de défense des droits de l'homme, en particulier les droits économiques et sociaux, en créant des observatoires de la condition féminine et des droits de la jeunesse dans certains des quartiers les plus défavorisés de Buenos Aires. Ces observatoires informent et habilite les gens à défendre les droits de l'homme proclamés par les Nations Unies et le système interaméricain.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

INPADE a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012 et à la 20e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP20), tenue à Lima, au Pérou, du 1er au 12 décembre.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

INPADE a collaboré activement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour le développement en organisant des séminaires, en rédigeant des publications et en mettant sur pied des conférences nationales et régionales portant sur l'emploi, la pauvreté, la participation sociale, les droits de l'enfant et l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

INPADE faisait partie d'un groupe d'organisations sociales qui a pris des mesures pour surveiller les OMD et qui a produit des rapports annuels sur les progrès accomplis dans le sens des objectifs fixés par le gouvernement de l'Argentine. Des séminaires régionaux ont été organisés auxquels des organisations sociales de plusieurs pays de la région ont participé, notamment le Mercado Común

del Sur (MERCOSUR) en 2010 et 2013 pour analyser les progrès vers l'atteinte des OMD en Amérique latine et dans le MERCOSUR.

15. Réseau international d'action contre les armes légères

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Réseau international d'action contre les armes légères (IANSA) est un mouvement mondial contre la violence armée. IANSA est le coordonnateur officiel de la participation de la société civile dans le processus de l'ONU sur les armes légères.

Objectifs et mission

IANSA vise à :

- Sensibiliser les décideurs, le grand public et les médias à la menace mondiale que représentent les armes légères pour les droits de l'homme et la sécurité humaine;
- Promouvoir les efforts de la société civile pour prévenir la prolifération des armes et la violence armée par l'élaboration de politiques, la sensibilisation du public et la recherche – en encourageant les efforts de plaidoyer collectif et en créant un espace où les ONG peuvent partager leurs expériences et acquérir des compétences; et
- Faciliter la participation de la société civile aux processus mondiaux et régionaux – en servant de porte-parole aux survivants.

Changements à signaler

L'organisation a fermé ses bureaux à Londres, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Elle s'est établie à Accra, au Ghana, dans les bureaux de son réseau régional, le Réseau international d'action contre les armes légères de l'Afrique de l'Ouest.

Contribution à des activités des Nations Unies

IANSA coordonne la participation de la société civile dans le processus de l'ONU sur les armes légères et dans le segment des armes classiques de la Première Commission de l'Assemblée générale. Ses membres travaillent en tandem avec les bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans les pays touchés par la violence armée, en s'appuyant sur le plaidoyer, la recherche, les campagnes et la sensibilisation. L'organisation assume le même rôle auprès des centres régionaux pour la paix et le désarmement. Elle contribue au progrès de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères de l'ONU, de l'Instrument international de traçage, du Protocole contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et du Traité sur le commerce des armes en appuyant les gouvernements nationaux et les persuadant de respecter les obligations qui leurs incombent. Elle joue un rôle

similaire en ce qui concerne les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

IANSa a réuni des représentants des pays touchés par la violence armée et a coordonné leur participation à la Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères de 2010, de 2012 et de 2014; aussi bien qu'à la réunion des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes et celle de la Première Commission. Il a également tenu des activités parallèles à la Commission de la condition de la femme en 2011, 2012, 2013 et 2014, sur le thème de la femme et la violence armée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille en liaison étroite avec le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU et collabore avec le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation mondiale de la santé.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

IANSa s'intéresse activement aux réunions régionales des discussions The World We Want (Le Monde que Nous Voulons) post-2015 et à la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement.
